CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 18.957 du 21.11.2008
dans l'affaire x/ I

En cause : x

Domicile élu : x

Contre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur, et désormais par la
Ministre de la Politique de migration et d'asile

LE PRESIDENT F.F. DE LA le CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 06 mai 2008 par x, qui déclare être de nationalité marocaine, et qui demande l'annulation et la suspension « de la décision de refus d'établissement, avec ordre de quitter le territoire émanant du Ministre de la Politique de migration et d'asile, décision du 12 mars 2008 [...], notifiée ...] le 13 avril 2008 [...].

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 14 octobre convoquant les parties à comparaître le 12 novembre 2008

Entendue, en son rapport, Mme M.L YA MUTWALE MITONGA, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en observations, Me M. DE ROECK loco Me Y.LEONARD avocat, qui comparaît la partie requérante, et K.SBAI loco Me E. DERRIKS,, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. La partie requérante est arrivée en Belgique à une date indéterminée.

Le 07 janvier 2005, elle est mise en possession d'un ordre de quitter le territoire pour défaut de visa.

Le 17 mars 2005, elle introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9 alinéa 3 (ancien) de la loi du 15 décembre 1980.

Le 24 mars 2005, l'administration communale sursoit à célébrer le mariage de la requérante avec un sujet britannique lui-même détenteur d'une annexe 35.

Le 28 avril 2005, un nouvel ordre de quitter le territoire lui est délivré

Le 14 juillet 2005, elle introduit une deuxième demande d'autorisation de séjour base de l'article 9 alinéa 3 (ancien) de la loi du 15. décembre 1980.

Le 12 mars 2008, elle introduit une demande d'établissement en qualité d'ascendant de belge.

1.2. Le 12 mars 2008, la partie défenderesse a pris à son égard une décision de refus d'établissement avec ordre de quitter le territoire (annexe 20), acte qui constitue l'acte attaqué.

L'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Ne remplit pas les conditions pour bénéficier du droit d'établissement en tant qu'ascendant à charge d'une enfant mineure :

Motivation en fait: L'intéressée n'a pas prouvé suffisamment et valablement qu'elle était bien à charge de sa fille belge [...] au moment de l'introduction de sa demande d'établissement, ni qu'elle ne bénéficie pas de revenus propres suffisants lui permettant de subvenir à ses besoins personnels. Aucune preuve à charge valable n'a été produite par l'intéressé lors de sa demande d'établissement avec sa fille belge. En outre, les ressources de la descendante Belge n'ont pas été produites ».

2. Recevabilité de la requête

1. L'article 39/69, §1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, auquel renvoie l'article 39/78 de la même loi, prévoit que la requête doit contenir, sous peine de nullité, l'exposé des faits et des moyens invoqués à l'appui du recours.

Le Conseil rappelle, à cet égard, qu'il estime que les mentions prescrites par l'article 39/69, §1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée sont imposées dans le but de fournir à la juridiction saisie ainsi qu'aux autres parties au litige, les informations nécessaires au traitement du recours et ce, tant en termes de procédure que sur le fond même de la contestation. La sanction attachée à l'absence ou à l'insuffisance de ces mentions a fortiori, si elle prend la forme extrême d'une déclaration de nullité doit, dès lors, s'apprécier en fonction de l'objectif poursuivi par lesdites mentions et de la mesure réelle de leur absence ou de leur insuffisance et ce, compte tenu des autres pièces constituant la requête.

Il résulte d'une lecture combinée de l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980, renvoyant à l'article 39/69 de ladite loi, et de l'article 39/82, §3, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 susvisée que, quelle que soit la nature du recours introduit, l'exigence d'un exposé des faits et des moyens est expressément voulue par le législateur et suppose que cet exposé soit suffisant sous peine d'enlever toute portée à cette exigence.

Dans la mesure où le Conseil est amené, dans le cadre du contentieux de l'annulation, à statuer sur la légalité d'un acte administratif, l'exposé des moyens est un élément essentiel de la requête puisqu'il permet, à la partie défenderesse, de répondre aux griefs formulés à l'égard de l'acte et au Conseil, d'examiner le bien-fondé desdits griefs.

Selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

2.2. En l'espèce, le Conseil constate que, dans sa requête, la partie requérante invoque seulement, à titre de moyen d'annulation, le fait que « (...) cette analyse viole de manière flagrante l'article 12 de la Convention Européenne de Sauvegarde des droits qui garantit le droit de fonder une famille (...) ».

Il rappelle qu'il ne lui revient pas, dans le cadre de son contrôle de légalité, de déduire des considérations de fait énoncées par la partie requérante, la manière dont cette disposition aurait été violée par l'acte attaqué.

2.3. Il y a dès lors lieu de considérer que la requête introductive d'instance ne répond pas à la condition de recevabilité prescrite par l'article 39/69, §1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, en ce qu'elle ne comporte pas d'exposé des moyens invoqués à l'appui du recours.

2.4. Il en résulte que la requête est irrecevable.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la le chambre, le vingt et un novembre
deux mille huit par :

Mme M.-L. YA MUTWALE MITONGA,

,

M. BUISSERET,

.

Le Greffier,

Le Président,

M. BUISSERET.

M.-L. YA MUTWALE MITONGA